

CE MONDE QUI BOUGE

Irak, reprise
de Fallouja, attentat
d'Istanbul, et après ?

Fondé le 29 juin 2014, l'Etat islamique (EI), plus connu sous son acronyme arabe de Daesh, a signé à sa manière le deuxième anniversaire de son existence en fomentant un triple attentat-suicide à l'aéroport Atatürk d'Istanbul (36 morts).

Cet Etat autoproclamé sur un territoire de plus de 200 000 km² à cheval sur l'Irak et la Syrie, avec pour capitale de facto, Mossoul (2 millions d'habitants), ambitionnant d'étendre son emprise sur tout le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, s'est doté de moyens militaires équivalents ou supérieurs à l'armée jordanienne: outre des véhicules blindés dont 140 chars Abrams et plus d'un millier de 4x4 Hummer américains, il dispose de systèmes de défense antiaériens sol-air (SATCP), de missiles guidés antichars. Et ce, sans compter une incroyable maîtrise de l'outil informatique et des technologies de l'information pour diffuser son idéologie et gérer son image sur les réseaux sociaux, la production de vidéos et de blockbusters et un magazine au graphisme soigné, *Dabiq*, en plusieurs langues.

La question qui vient à l'esprit et à laquelle il n'a pas été apporté de réponse claire est celle de savoir comment un groupe djihadiste créé en Irak en octobre 2006 en pleine occupation américaine, bien avant le printemps arabe, a pu en si peu de temps se doter d'un Etat et d'une telle force armée, et de savoir qui est derrière Daesh et qui tire les ficelles. A ce propos, le général français Vincent Desportes, aujourd'hui professeur de stratégie à HEC Paris, a apporté une première réponse. En décembre 2014, lors d'une audition publique par la Commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat français, il a clairement pointé la responsabilité de Washington : «Quel est le docteur Frankenstein qui a créé ce monstre ? Affirmons-le clairement, parce que cela a des conséquences : ce sont les Etats-Unis». A sa suite, devant la même commission, l'ex-chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, faisait cet incroyable aveu : «Si on casse Daesh en Syrie, on consolide de facto le régime Assad car il n'y a pas de force démocratique assez forte sur le terrain syrien.» Faut-il en rajouter ?

Deux ans donc après, le 26 juin, Fallouja a été libérée par les forces irakiennes soutenues par les frappes américaines. C'est la troisième ville irakienne reprise à l'EI, après Tikrit (avril 2015) et Ramadi (décembre 2015). Prochain objectif, assurent les officiels irakiens : Mossoul, déjà prise en étau au sud par les forces irakiennes et à l'est par les forces kurdes, pour l'heure alliées mais ayant des vues différentes sur l'avenir de cette région, une fois Daesh vaincu.

Sur l'autre front, en Syrie, l'EI est également en mauvaise posture. Après la reprise de Palmyre, Raqqa, son fief, est désormais le principal objectif des forces syriennes soutenues par les Russes et les Forces démocratiques syriennes (FDS, organisation arabo-kurde) épaulées par les Américains, qui sont entrées dans la ville de Minbej, coupant la route de l'approvisionnement des djihadistes vers la Turquie. Et que dire de la Libye où les Emirats arabes unis aident militairement le général Haftar contre les milices islamistes de Fajr Libya, soutenues par le Qatar !

Mais si l'EI semble reculer sur tous les fronts, quelle sera la suite ? Dans l'agenda de Washington et de ses alliés occidentaux et arabes – les pétromonarchies n'ont lâché Daesh que la mort dans l'âme – la chute du régime de Bachar figure toujours en ligne de mire. Autrement comment expliquer l'aide fournie par Washington au Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda), pourtant classée terroriste par les Etats-Unis, aide ayant permis aux djihadistes de bousculer l'armée syrienne autour d'Alep (cf. ma chronique du 16 mai dernier) ?

Et le peuple syrien dans tout ça ? Il reste plus que jamais otage d'un conflit qui le dépasse, et ce, après qu'on lui a fait miroiter que la chute du régime de Bachar n'était qu'une question de mois (dixit Laurent Fabius en 2012). Et ce qu'on lui a caché est autrement plus grave : la destruction programmée de l'Etat national. Les embryons d'emirats mis en place par le Front Al-Nosra et ses alliés d'Ahrar Sham et Jaysh Al-Islam dans les «zones libérées» du Nord-syrien, complaisamment médiatisés en Occident, s'inscrivent en droite ligne du démantèlement de l'Etat national syrien, prélude à un redécoupage de la carte moyen-orientale.

N'ayons pas peur de le dire : au point où en est la situation, demain la carte du Moyen-Orient ne sera peut-être plus la même, les frontières héritées des accords de Sykes-Picot en 1920 vont bouger. L'agitation dont font preuve les BHL et Kouchner auprès des Kurdes participent de la mise en œuvre de cette stratégie. La guerre n'est pas finie et les identités «heureuses» plutôt que «meurtrières» ne sont pas pour demain.

H. Z.

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

MERCURIALE À L'APPROCHE DE L'AÏD

Les fruits battent des records
et les légumes jouent au yo-yo

A moins d'une semaine de l'Aïd El-Fitr, les prix des légumes jouent au yo-yo. Au grand dam des consommateurs, les fruits quant à eux, restent inaccessibles. Leurs prix battent des records.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La fête de l'Aïd El-Fitr approche à grands pas. Une occasion pour les marchands de fruits et légumes de remplir davantage leurs poches. Les prix affichés font, en effet, fuir. Une mauvaise stratégie apparemment, de la part de ces commerçants puisque les consommateurs semblent presque désintéressés par toutes ces marchandises. La preuve : les fruits et légumes restent entassés sur les étals. Hier au vieux marché T'nache de Belouizdad, à Alger, les vendeurs roulaient les pouces. Postés derrière des cônes de marchandises, ils usaient de toutes les stratégies pour attirer une clientèle qui semble boudier leurs étals. «Venez, regardez ma marchandise. Mes légumes sont beaux et regorgent d'eau», ne cesse de clamer Rahim, un jeune marchand de légumes. «Approchez madame, regardez mes haricots. Je vous pèse un ou deux kilos ?», lançait-il à une passante. «Ils ont l'air de bonne qualité mais ce n'est pas pour aujourd'hui. Je repasserai demain», lui répond la quinquagénaire.



Photo : Samir Sid

Les fruits toujours inaccessibles.

Même si nombre de légumes ont connu une légère baisse de prix, ils restent, toutefois, assez chers pour les bourses. Ainsi, la tomate et le poivron maintiennent leur baisse de 20 DA, enregistrée il y a quelques jours, pour afficher les 80 DA le kilogramme. Idem pour la carotte qui, elle aussi, garde depuis plusieurs jours le même prix de 70 dinars. Même constat pour le piment et l'aubergine qui ne bougent pas des 100 DA le kilogramme.

Pas en reste, la courgette, tant prisée pour les nombreux tajines du mois de Ramadhan ainsi que pour l'incontournable couscous de l'Aïd, enregistre à son tour une légère baisse de 20 DA. Hier, elle était proposée à 80 DA. La légère tendance baissière a également touché la laitue qui est passée de 120 DA à 100 DA

le kilo et l'haricot qui est cédé à 120 DA au lieu de 160 DA en début de semaine. Seule la pomme de terre persiste dans sa hausse en passant de 40 DA à 50 DA le kilogramme depuis maintenant quelques jours.

Très peu consommé durant le mois de jeûne, le navet refait son apparition sur les étals au prix de 100 DA le kilogramme.

Les fruits
s'enflamment

Côté fruits, c'est la grande flambée. Des abricots trop mûrs et parsemés de taches sont proposés à 250 DA le kilo. Toutes ridées et fripées, les pêches affichent 300 DA. Même d'un petit calibre, les nectarines ne descendent pas des 400 DA et les prunes de 280 DA. Les pommes, les oranges, les bananes,

également, ne dérogent pas à la règle en affichant respectivement 320 DA, 250 DA et 230 DA le kilo.

La cerise sur le gâteau c'est justement les cerises qui, malgré une qualité médiocre, sont vendues à 1 000 DA. «Ne vous étonnez pas madame, c'est une bonne affaire. Allez voir ailleurs, vous ne les trouverez pas en dessous de 1 300 DA», répond un vendeur de fruits à une cliente restée sidérée, à l'annonce du prix des cerises.

Le melon et la pastèque restent ainsi les seuls fruits plus ou moins accessibles avec respectivement 120 DA et 60 DA le kilogramme.

Des prix que nombre de clients trouvent assez élevés pour deux fruits de saison qui inondent justement les marchés.

Ry. N.

SES PRIORITÉS ONT ÉTÉ FIXÉES HIER LORS
DE SON INSTALLATIONUn comité interministériel prépare
la feuille de route nationale pour l'autisme

Les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé révèlent que le taux d'autisme varie entre 2% et 4% de la population. Pathologie, maladie ou encore handicap ? Les choses sont encore difficiles à cerner et l'installation de ce comité, hier, a pour effet de disperser ce flou et d'encadrer une prise en charge efficace des personnes autistes.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'autisme est incontestablement un handicap complexe difficilement diagnostiqué pour certains, et relativement facile pour d'autres, puisqu'il existe en différents degrés. Dès lors, son traitement médical et social se complexifie. C'est pourquoi ce comité revêt un aspect «interministériel», a expliqué hier le directeur général des services de santé au ministère de tutelle, Mohamed El Hadj.

Les ministères concernés sont naturellement la Santé, l'Education, la Formation professionnelle, le Travail et la Sécurité sociale, les Finances et l'Enseignement supérieur. Celui-ci n'étant pas présent à la première réunion organisée hier. Evidemment, ce ne sont pas seulement les institu-

tions publiques qui sont intégrées à l'élaboration de la feuille de route nationale pour l'autisme ; il y a également un collectif associatif activant pour cette cause et une dizaine de praticiens (pédopsychologues, psychologues, pédiatres, orthophonistes...) d'Alger, Constantine, Tlemcen entre autres. Intervenant sur ce détail, le professeur Chakali, chef de projet au ministère de la Santé, a déclaré «qu'on aurait aimé associer tout un chacun ayant une expérience sur le sujet mais l'optimisation des participants reste importante dans l'organisation et l'aboutissement de ce comité».

La table ronde d'hier n'a pas été une simple prise de contact entre les différentes parties prenantes mais un début d'esquisse de la feuille de route

en question. En effet, les concertations ont abouti à la priorisation de trois thématiques clés dans la première phase du plan stratégique. Il s'agit de l'établissement de l'état des lieux quant au nombre et utilisation des moyens humains et matériels dédiés à l'autisme dans chacun des secteurs associés à ce projet, la réalisation d'une étude épidémiologique nationale et l'analyse de la formation des praticiens et des autistes. Il va être dédié à chacun de ces objets un groupe de travail chapeauté par un coordinateur.

Les trois responsables ont été nominativement désignés hier par concertation.

Cela dit, ce schéma n'est pas totalement exhaustif car une autre réunion se tiendra à la mi-juillet, a précisé le professeur Chakali, afin de «se laisser mutuellement une échéance de réflexion pour fixer définitivement cette répartition» avant d'entamer les travaux tout de suite après pour ne pas perdre davantage de temps.

N. B.